

Qui aura vraiment le courage de tailler dans les dépenses de l'Etat ?

Article rédigé par , le 30 août 2016

[Source : Le Salon Beige]

Charles Wyplosz, professeur d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires, [estime](#) qu'il faut vraiment tailler dans les dépenses publiques :

"[...] Chez Les Républicains, au moins, on accepte que le gouvernement est obèse. C'est important et nouveau, car la tradition jacobine y est aussi puissante qu'ailleurs sur l'échiquier politique, héritage gaulliste oblige. Sous Chirac, le poids des dépenses publiques avait légèrement baissé, passant de 54% à 52% du PIB, l'essentiel ayant été accompli durant le premier septennat, y compris durant la période de cohabitation. Sous Sarkozy, elles ont augmenté puissamment, de 52% à 57%, et elles ont très légèrement baissé à **56%** sous Hollande. Plus de la moitié des dépenses en France sont publiques! **En Allemagne, on n'en est qu'à 44%**, alors qu'en 1995 le niveau était le même qu'en France. [...]

On devrait pouvoir faire aussi bien avec moins, comme les Allemands. Or **10% du PIB, c'est 220 milliards de dépenses qu'il faut éliminer**. En cinq ans, c'est faisable. C'est ce qu'a fait l'Allemagne entre 1995 et 2000 sous Kohl et Schroeder. Juppé, Sarkozy et Fillon manquent singulièrement d'ambition, Hollande on ne sait pas (mais on s'en doute). [...]

Depuis des lustres, les septennats et les quinquennats se succèdent, marqués de ces petites et grandes compromissions qui ont créé la situation actuelle. Un jour ou l'autre, il va bien falloir s'attaquer à la taille du budget, pas seulement aux déficits. Pour cela, il va falloir sévèrement couper dans les recettes et les dépenses, ce qui va fâcher beaucoup de monde. Ce ne sera possible que si l'on annonce la couleur à l'avance. Mais comment gagner des élections en promettant du sang et des larmes? C'est la quadrature du cercle."

Thibaut de la Tonnaye, Membre du Bureau politique du FN, Dirigeant-fondateur d'entreprises industrielles, dénonce l'annonce de Manuel Valls concernant une baisse de l'Impôt sur les Sociétés (IS) pour les PME :

"le taux passerait, **en 2018**, de 33,3 % à 28 % **sur une deuxième tranche de bénéfice compris entre 38 120 € (seuil actuel du changement de taux de 15 % à 33,3 %) et 70 000 € maximum; au-delà de ce deuxième seuil, on continuerait d'appliquer 33,3 %**... On comprend donc que cette mesure est dérisoire... En effet, excepté le fait qu'elle aille dans le bon sens, la diminution du taux est très faible et surtout cette deuxième tranche de bénéfice est beaucoup trop étroite pour avoir un impact réel sur la fiscalité des PME et donc leur capacité à réinvestir une part significative de leur résultat et relancer l'embauche. [...]"

Michel Janva